

423.02

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ  
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

# ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

## DOCUMENTS DE SÉANCE

1960-1961

27 JUIN 1960

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

DOCUMENT 47

Library Copy

### Rapport

fait au nom de la

commission des questions juridiques,  
du règlement et des immunités

sur

la proposition de résolution présentée par M. Vendroux  
tendant à compléter le titre de la  
commission de la recherche scientifique et technique

par

Library Copy

M. Yves Estève  
R a p p o r t e u r

*Le 11 mai 1960, au cours de la session plénière de l'Assemblée parlementaire européenne, M. Vendroux a déposé une proposition de résolution (doc. 32) tendant à compléter le titre de la commission de la recherche scientifique et technique.*

*Cette proposition de résolution a été renvoyée à la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, qui l'a examinée au cours de ses réunions des 18 mai, 1<sup>er</sup> juin et 24 juin 1960.*

*M. Yves Estève a été désigné comme rapporteur.*

*Le présent rapport a été adopté à l'unanimité le 24 juin 1960 à Strasbourg.*

*Etaient présents à cette réunion : M. Blaisse, président ; MM. Granzotto Basso et Thorn, vice-présidents ; M. Estève, rapporteur ; M. Janssens ; M. Kopf suppléant Mme Probst ; M. Krier ; M. Metzger suppléant M. van der Goes van Naters ; M. Pleven suppléant M. Scheel ; M. Poher suppléant M. Scelba ; MM. Teisseire et Zotta.*

## RAPPORT

de M. Yves Estève

sur la proposition de résolution présentée par M. Vendroux tendant à compléter  
le titre de la commission de la recherche scientifique et technique

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

1. Votre commission a été saisie d'une proposition de résolution présentée par M. Vendroux tendant à compléter le titre de la « commission de la recherche scientifique et technique » par les mots « et des questions culturelles ».

Cette proposition de résolution a été déposée à l'occasion de la session de l'Assemblée de mai 1960.

2. Votre commission a examiné l'exposé des motifs dont M. Vendroux a fait précéder sa proposition et dans lequel il est fait référence, d'une part, à des textes des traités et, d'autre part, à l'opportunité d'apporter une contribution efficace au développement des échanges culturels qui sont de nature à renforcer considérablement la solidarité européenne.

3. Votre commission a été d'avis que l'extension de compétence qui serait ainsi donnée à la commission de la recherche scientifique et technique est pleinement justifiée à la fois par les textes et par l'esprit des traités instituant les Communautés européennes où il est dit, notamment dans le préambule du traité instituant la Communauté économique européenne, que les États membres signataires sont « déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ».

Il va de soi qu'un rapprochement sur le plan culturel ne peut que contribuer à promouvoir cette union plus étroite.

4. Votre commission a d'autre part considéré qu'un tel élargissement de compétence de la commission de la recherche scientifique et technique ne se fait nullement au détriment des compétences exercées par une autre commission de l'Assemblée et que l'acceptation de la proposition de résolution de M. Vendroux ne modifie en rien l'équilibre et la répartition des attributions entre les commissions.

5. D'autre part, votre commission constate que, déjà, la commission de la recherche scientifique et technique a suivi, dès sa constitution, l'application de l'article 9 du traité instituant l'Euratom, qui prévoit notamment la création d'une Université européenne.

La commission de la recherche a placé d'ailleurs ses travaux à ce sujet sur un plan très élevé, manifestant l'intérêt le plus vif pour les questions culturelles qui se situent au delà et dans le prolongement d'une création pure et simple de l'institution universitaire ou d'institutions techniques spécialisées.

6. Cette commission, intéressée au premier chef par la proposition de M. Vendroux, a d'ailleurs tenu à adresser, par l'intermédiaire de son président, une lettre à votre commission du règlement, dans laquelle celle-ci précise son point de vue à cet égard.

Dans cette lettre il est dit notamment :

« La commission a été unanime pour estimer que la compétence de l'Assemblée dans le domaine culturel est un fait reconnu dans la mesure où ces questions découlent directement des dispositions des traités instituant les Communautés européennes.

C'est ainsi qu'en instituant une commission de la recherche scientifique et technique l'Assemblée parlementaire européenne n'a pas entendu limiter étroitement le domaine de la compétence de cette commission aux seuls problèmes de la recherche, mais qu'elle a conçu au contraire cette compétence comme devant s'étendre à l'ensemble des questions culturelles, telles qu'elles sont incluses dans l'esprit des traités.

Leurs auteurs poursuivaient d'ailleurs déjà ce but, lorsqu'ils ont prévu, par le traité instituant l'Euratom, la création d'une Université européenne en tant que témoignage tangible de la volonté des six États de relancer l'intégration européenne et aussi en tant que manifestation de solidarité pour la jeunesse européenne.

C'est dans cet esprit que l'Assemblée a consacré les compétences générales de la commission en matière de questions culturelles en la chargeant, par une résolution adoptée le 14 mai 1959, d'apporter son concours à l'établissement de cette Université européenne dont les traits fondamentaux se rattachent certainement aux traditions communes de nos diverses universités nationales.

Ainsi qu'il ressort de la marche de ses travaux, la commission de la recherche scientifique et technique avait, elle-même, dès sa constitution conçu sa tâche dans le sens indiqué dans l'exposé des motifs de la proposition de résolution présentée par M. Vendroux. Aussi est-elle certainement disposée à accepter l'extension formelle de compétence proposée. »

7. Votre commission, tout en approuvant pleinement les considérations développées dans le texte repris ci-dessus par la commission de la recherche scientifique et technique — considérations qui rejoignent d'ailleurs la proposition faite par M. Vendroux —, n'a cependant pas voulu se prononcer définitivement sur une modification formelle de la dénomination de la commission de la recherche.

Votre commission tient à rappeler ici que le problème de la dénomination des commissions doit être examiné dans son ensemble, et elle se propose de faire à ce sujet des propositions à l'Assemblée dans un proche avenir, après avoir consulté les instances intéressées.

8. D'autre part, votre commission s'est ralliée à l'observation faite par un des membres, à savoir qu'il doit être bien entendu que ni l'Assemblée, ni évidemment une de ses commissions, ne peut avoir une compétence générale ou illimitée dans le domaine culturel, puisque ce domaine dans ses aspects essentiels est intimement lié à l'esprit et à la structure de chacun des États membres.

Votre commission estime donc que les questions culturelles pour lesquelles l'Assemblée et sa commission de la recherche scientifique et technique peuvent avoir une compétence sont celles qui se situent dans le prolongement des dispositions et de l'esprit des traités et qui peuvent contribuer à une consolidation de la Communauté.

9. C'est d'ailleurs dans cette optique que l'auteur de la proposition de résolution a introduit

celle-ci et votre commission fait sien l'exposé des motifs tel que M. Vendroux l'a présenté et qui est repris ci-après :

« Certains problèmes de la recherche scientifique et technique sont de la compétence des trois Communautés européennes.

Plus spécialement, le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique prévoit la création, « dans le cadre du Centre commun de recherches nucléaires, d'écoles pour la formation de spécialistes, notamment dans les domaines de la prospection minière, de la production de matériaux nucléaires de grande pureté, du traitement des combustibles irradiés, du génie atomique, de la protection sanitaire, de la production et de l'utilisation des radio-éléments ». Ce traité prévoit également la création d'une institution de niveau universitaire, généralement dénommée Université européenne.

Au sein de l'Assemblée, les problèmes relatifs à la recherche en général, et à cette mission de l'Euratom plus spécialement, sont traités dans le cadre de la « commission pour la recherche scientifique et technique ».

Il va sans dire que, notamment, la création de l'Université européenne pose, outre des problèmes d'ordre scientifique et technique, également des problèmes d'ordre culturel. Il s'y ajoute la question des échanges universitaires (harmonisation des programmes d'étude, équivalence des diplômes, échanges d'étudiants, échanges de professeurs, etc.).

Des problèmes de cet ordre sont également posés par les instituts européens d'enseignement supérieur et de recherche et collaboration scientifique européenne, comme d'ailleurs par la création des écoles européennes d'enseignement primaire et secondaire qui existent déjà à Luxembourg et à Bruxelles et par celle, prévue pour un proche avenir, de telles écoles à Mol, en Belgique, et à Ispra, en Italie, etc.

Une efficace contribution de l'Assemblée au développement des échanges culturels sur un plan général serait de nature à renforcer considérablement la solidarité européenne. »

10. Votre commission invite donc l'Assemblée à adopter la proposition de résolution qui suit :

### **PROPOSITION DE RESOLUTION**

**tendant à étendre la compétence de la commission pour la recherche scientifique et technique  
aux problèmes d'ordre culturel**

*« L'Assemblée parlementaire européenne*

1. Décide que la commission de la recherche scientifique et technique, figurant sous le n° 10 de la résolution du 20 mars 1958, a également compétence pour les problèmes d'ordre culturel tels qu'ils ont été définis dans le rapport établi au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités publié comme document 47;

2. Estime cependant qu'actuellement il n'y a pas lieu de modifier en conséquence le nom de la commission de la recherche scientifique et technique, le problème de la dénomination des commissions se trouvant dans son ensemble à l'examen devant la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités. »





